

OUVERTURE AUJOURD'HUI À DOHA DE LA 3^e CONFÉRENCE DES ÉTATS-PARTIES
DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CORRUPTION**Les gouvernements algérien, égyptien et pakistanais
s'opposent à l'adoption de mécanismes de suivi
et à l'implication de la société civile**

Du 9 au 13 novembre 2009, la 3^e Conférence des Etats-parties de la Convention des Nations unies contre la corruption se tiendra à Doha, au Qatar. Cette rencontre se terminera très certainement, et, malheureusement, par un échec à cause de la farouche détermination d'un certain nombre d'Etats-parties — à leur tête les gouvernements algérien, égyptien et pakistanais, qui s'opposent à l'adoption de mécanismes de suivi et à l'implication de la société civile. Ces trois pays affirment, à tort, représenter le «Groupe des 77».

A Doha va se jouer une grande partie de la crédibilité des efforts internationaux de lutte contre la corruption. C'est en effet à cette occasion que les 141 Etats-parties à la Convention des Nations unies contre la corruption se réuniront pour décider du type de mécanisme de suivi des engagements dont ils veulent se doter. Si un consensus trop général existe pour la création de ce mécanisme, certains pays s'opposent farouchement aux dispositions qui permettraient de garantir son efficacité. Si cette opposition arrive à fédérer d'autres Etats, le risque est grand qu'un mécanisme à minima soit adopté à Doha. Ce serait alors un échec cuisant pour la convention. La Convention des Nations unies est la seule feuille de route de portée mondiale, pouvant contribuer à lutter contre la corruption systémique qui continue de sanctionner dans le monde entier les populations les plus vulnérables. Mais à ce jour cependant, la convention est

appliquée de manière très inégale selon les pays et les dispositions. En témoigne, par exemple, la mise en pratique du principe de restitution des avoirs détournés qui rencontre de grandes difficultés. Un mécanisme de suivi crédible suppose des visites de terrain réalisées par les autres Etats signataires, la prise en compte dans les évaluations des recommandations du secteur privé et de la société civile et la mise en place d'un processus transparent (rapports finaux et contributions des tiers accessibles au public). Ce dernier point est essentiel. La publicité permet en effet de mettre la pression sur les Etats les plus en retrait pour qu'ils appliquent les engagements pris, ce qui est le cas de l'Algérie. Aujourd'hui, des désaccords profonds persistent concernant les modalités pratiques du mécanisme de suivi. Les délégations gouvernementales algérienne, égyptienne et pakistanaise, lors des réunions préparatoires tenues avant la Conférence de Doha, se sont violemment opposées à ce qu'il y ait un mécanisme de suivi efficace et ont affirmé que les informations ne doivent provenir que des gouvernements alors même que la convention comporte un article sur la participation de la société civile (voir encadré ci-contre).

**Le prétexte du risque
d'ingérence dans les affaires
intérieures et d'atteinte
à la souveraineté nationale !**

L'Office des Nations unies contre le crime et la drogue (UNODC) assure le «secrétariat» de la Conférence des Etats-parties (CEP) de l'Uncac. Il faut rappeler qu'un des rares résultats positifs de la première CEP en 2006 en Jordanie avait été de permettre (après de très difficiles négociations, tant les oppositions étaient fortes)

l'implication de la société civile dans le processus d'évaluation de l'application de l'Uncac. Cette première édition s'était néanmoins terminée en queue de poisson. L'Algérie, l'Egypte, le Nigeria, l'Inde et le Pakistan avaient concouru au semi-échec de cette conférence : ces pays avaient déjà dit non aux mécanismes internationaux de suivi dans l'application de l'Uncac par les pays qui l'ont ratifiée, comme ils avaient clairement fait savoir aussi qu'ils étaient fermement opposés à l'implication de la société civile et des associations dans la mise en application de l'Uncac tant au niveau des instances internationales onusiennes qu'au plan national. Ces pays s'étaient opposés aussi à ce qu'il y ait des règles de transparence

dans la gestion des avoirs récupérés à l'étranger. Aux mécanismes internationaux de suivi, ces pays privilégient des mécanismes d'autoévaluation ou d'évaluation régionale, à l'image de ce qui se fait au niveau du Nepad pour un certain nombre de pays africains. La deuxième CEP de l'Uncac qui avait lieu du 28 janvier au 1^{er} février 2008 en Indonésie s'était terminée aussi par un échec, toujours par la faute des mêmes pays. Pourquoi ces pays ne sont pas favorables à ce type de mécanismes ? Ils mettent en avant notamment les notions de non-ingérence dans les affaires internes et le respect de la souveraineté nationale. Une chose est certaine, ces pays réfractaires à un processus transparent d'évalua-

tion de l'UNCAC risquent, s'ils venaient à persister dans leur démarche, de se mettre à dos une bonne partie de la communauté internationale qui s'interroge sur la volonté politique de ces pays à lutter contre la corruption. Ces pays dont les régimes sont aux antipodes de la démocratie ont proposé — ce qui n'est pas une surprise — d'exclure la participation de la société civile et d'autres parties prenantes, en vue de limiter aux sources gouvernementales les informations destinées aux évaluations et d'empêcher la publication de rapports nationaux. Le choix d'un tel dispositif constituerait un outrage aux principes de l'Uncac et un résultat médiocre.

Djilali Hadjadj

**IL ÉTAIT UNE FOIS L'HISTOIRE
D'UNE CONVENTION SANS... AVENIR !
*Un instrument illusoire à l'origine***

En 2001, les Nations unies ont réuni les représentants de ses Etats membres et des partenaires internationaux pour adopter une nouvelle convention contre la corruption. L'Office des Nations unies contre le crime et la drogue (UNODC) a piloté, de 2001 à 2003, le processus de rédaction de la Convention des Nations unies contre la corruption, Uncac selon l'acronyme anglais. Après des travaux préparatoires et près de 2 années de négociations formelles à Vienne, échelonnées sur 7 sessions, la cérémonie de signature de la convention des Nations unies contre la corruption a eu lieu à Mérida, au Mexique, du 9 au 11 décembre 2003.

Cette convention est entrée en vigueur le 15 décembre 2005, trois mois après le dépôt de la 30^e ratification. A ce jour, 140 pays l'ont signée et 141 l'ont ratifiée, dont l'Algérie. Le Canada est le 5^e pays du G8 à l'avoir fait (2 octobre 2007), alors que l'Allemagne et le Japon — deux partenaires commerciaux importants de l'Algérie — n'ont toujours pas procédé à la ratification.

**Les limites et les contradictions
d'un consensus mal ficelé**

A l'adoption de cette Convention en 2003, sa lecture avait été une source d'espoir comme de déception. Du côté de l'espoir, étaient mises en avant l'étendue et la diversité des sujets traités. Tout ce qui touche de près ou de loin à la corruption semble avoir été abordé tant au niveau des mesures préventives que des incriminations, des questions relatives à la confiscation et à la saisie, à la coopération internationale, à la restitution des fonds détournés... Nettement plus décevantes sont les précautions de vocabulaire qui ont retiré toute force contraignante à cette convention : «D'une manière compatible avec les prin-

cipes fondamentaux de son système juridique», «selon qu'il convient», «peut adopter», «dans toute la mesure possible dans le cadre de son système juridique interne»... Si l'on ajoute à cela les dispositions qui apparaissent dès l'article 4 sur la protection de la souveraineté, l'inquiétude gagne. Cet article rappelle avec vigueur les principes de l'égalité souveraine, de l'intégrité territoriale et de la non-intervention dans les affaires intérieures d'autres Etats. Aussi serait-il facile de se laisser convaincre que cette convention n'est qu'un instrument illusoire. N'oublions pas toutefois que ce texte, sur lequel un grand nombre d'Etats se sont mis d'accord, est le signe que la corruption est enfin perçue, au plus haut niveau international, comme un mal contre lequel il faut lutter. Plus encore, les négociations serrées auxquelles cette convention a donné lieu sont la preuve que les Etats considèrent que la signature d'une telle convention pourrait un jour leur être opposée, tant par leur population que par d'autres Etats ou par des institutions internationales. On aurait aimé que soit prévu, à l'instar de la Convention de l'OCDE de 1997 pénalisant la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, un mécanisme effectif de suivi. Mais, eu égard au nombre et à l'hétérogénéité des parties probables à cette convention, monter un tel mécanisme soulevait des problèmes délicats. La question du suivi a finalement été renvoyée à la Conférence des Etats-parties. En tout état de cause, les Etats signataires ne pourront pas ignorer totalement leurs engagements. De ce fait, les questions de corruption ne pourront pas être passées sous silence comme elles l'étaient il y a encore quelques années. Cette Convention doit donc être considérée comme un pas en avant, mais il appartiendra tant aux gouvernements qu'aux institutions internationales, entreprises et ONG, de la faire vivre.

D. H.

**L'ARTICLE 13 DE LA CONVENTION
QUI GÊNE LE POUVOIR EN ALGÉRIE**

**«Cachez-moi
cette société civile...!»**

Cet article 13 est intitulé «Participation de la société» : il est très «gênant» pour le gouvernement algérien qui en a fait une très mauvaise transposition dans la loi algérienne du 20 février 2006 de prévention et de lutte contre la corruption. Extraits :

«1. Chaque Etat-partie prend des mesures appropriées, dans la limite de ses moyens et conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, pour favoriser la participation active de personnes et de groupes n'appartenant pas au secteur public, tels que la société civile, les organisations non gouvernementales et les communautés de personnes, à la prévention de la corruption et à la lutte contre ce phénomène, ainsi que pour mieux sensibiliser le public à l'existence, aux causes et à la gravité de la corruption et à la menace que celle-ci représente. Cette participation devrait être renforcée par des mesures consistant notamment à :

a) - accroître la transparence des processus de décision et promouvoir la participation du public à ces processus ;
b) - assurer l'accès effectif du public à l'information ;
c) - entreprendre des activités d'information du public l'incitant à ne pas tolérer la corruption, ainsi que des programmes d'éducation du public, notamment dans les écoles et les universités ;
d) - respecter, promouvoir et protéger la liberté de rechercher, de recevoir, de publier et de diffuser des informations concernant la corruption...

2. Chaque Etat-partie prend des mesures appropriées pour veiller à ce que les organes de prévention de la corruption compétents mentionnés dans la présente Convention soient connus du public et fait en sorte qu'ils soient accessibles, lorsqu'il y a lieu, pour que tous faits susceptibles d'être considérés comme constituant une infraction établie conformément à la présente Convention puissent leur être signalés, y compris sous couvert d'anonymat» Fin de citation.

**SUR DÉCISION DU GOUVERNEMENT ALGÉRIEN
ET AVEC LA COMPLICITÉ DE L'ONU**

**L'Association algérienne de lutte contre
la corruption interdite de participation**

L'Association algérienne de lutte contre la corruption (AACC) est interdite de participation à la 3^e Conférence des Etats-parties de la Convention des Nations unies contre la corruption (réunion qui débute aujourd'hui à Doha au Qatar), et ce, sur exigence du gouvernement algérien ! Une disposition du règlement intérieur de cette Conférence permet à un Etat-Partie de s'opposer à la présence d'une association. L'AACC avait pourtant été accréditée lors des deux premières Conférences des Etats-parties (2006 et 2008) et le gouvernement algérien n'avait pas utilisé son «veto». Mais cette fois-ci, le pouvoir est sorti de ses gonds — le naturel revenant au galop — et n'a

pas craint de se ridiculiser et de se décrédibiliser davantage, confirmant son aversion pour la société civile et son manque de volonté politique à lutter contre la corruption. «Encouragé» par le fait que cette Conférence se tienne dans un pays «ami» (le Qatar) et assuré d'avoir une vice-présidence de ces assises, le gouvernement algérien n'a pas eu de difficulté — avec la complicité des Nations unies — à obtenir l'exclusion de l'AACC. Complicité des Nations unies, car après avoir été officiellement accréditée le 5 octobre 2009 par l'Office des Nations unies contre le crime et la drogue (UNODC), qui pilote le secrétariat de cette Conférence, sans aucune opposition d'un Etat-

partie dans les délais réglementairement définis, l'AACC était «désaccréditée» le 21 octobre 2009 ! Ce qui est à proprement parler scandaleux et unique dans les annales onusiennes, d'autant plus que l'AACC fait partie des ONG accréditées auprès des Nations unies à Vienne, avec un statut d'observateur, ce qui lui avait d'ailleurs permis d'être représentée à la 2^e Conférence des Etats-Parties en janvier 2008 en Indonésie. Visiblement, après l'avoir «tolérée» — le pouvoir est en train d'interdire de fait l'AACC. Il est à craindre pour les semaines à venir une recrudescence des représailles à l'encontre de l'AACC. Affaire à suivre.

D. H.